

## Synthèse du rapport du MALI sur le continuum E/F

### Introduction

De nombreuses études menées sur le terrain ainsi que les Etats Généraux sur l'Education de 1989 et le Forum sur l'Education en 2011 ont abouti aux mêmes conclusions que le système éducatif et plus spécifiquement le sous-secteur de l'EFTP sont inadaptés. Le taux de chômage au sens du BIT est à ce jour de 9,6% et la durée moyenne du chômage est de cinq ans. Le chômage frappe beaucoup plus les populations jeunes âgées de 15 ans à 39 ans (taux variant de 7,6 à 15,4%). La situation n'est pas en train de s'arranger puisque le taux de chômage est en train d'augmenter ainsi que le taux de pauvreté est passé de 43,6 % en 2010 à 46% à la fin 2012, soit 7,2 millions de pauvres.

### Partie 1 : les données de base concernant le niveau d'instruction de la population

Le taux brut de scolarisation a baissé au cours de ces trois dernières années au Mali, plus précisément dans le nord du pays. Selon l'ONG Plan International Mali, le TBS est passé de 81,5% en 2011 à 70,1% en 2014, avec un taux de scolarisation des filles allant de 74,0% à 64,0% pour la même période, et celui des garçons de 89,1% en 2011 à 76,4% en 2014. Au niveau du collège ou fondamental 2, le TBS est passé de 54,8% en 2011 à 50,9% en 2014, avec un taux de scolarisation des filles qui va de 46,0% en 2011 à 44,3% en 2014. Pour ce qui est des garçons, le taux est passé de 63,9% à 57,7% en 2014. Ces différentes régressions sont liées aux disparités entre les régions, elles-mêmes affectées par la crise sécuritaire qui a entraîné un déplacement massif des populations ainsi que la destruction des structures. Près de 6 maliens sur 10 n'atteignent jamais la fin du 1er cycle soit parce qu'ils n'y ont jamais eu accès, soit parce qu'ayant commencé à le fréquenter, ils l'ont abandonné trop tôt : le taux de déperdition d'une cohorte entrée 6 ans plus tôt est de près de 44,30 % des effectifs.

Au niveau du second cycle de l'enseignement fondamental près de 23 % des nouveaux entrants actuels en 7ème année n'atteindront pas la 9ème année. Le taux de transition entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire est de 40,10%. Pour l'enseignement secondaire général, le taux d'achèvement en 12ème année n'est que de 5,7% pour une cohorte de jeunes rentrés 12 ans plus tôt.

En 2014, le nombre d'enfants de 9 à 14 ans était de 2 730 941 sur lesquels 47% étaient hors du circuit (soit ils n'ont jamais été à l'école ou sont sortis précocement).

### Partie 2 : les données de base concernant la formation professionnelle/DCTP

L'enseignement technique et professionnel se caractérise par une limitation des infrastructures. Il ne reçoit que très peu d'effectifs : seulement 41776 en 2006-2007. Deux tiers de ces effectifs sont inscrits dans des établissements privés (76% contre 24% dans le public en 2008).

La formation professionnelle comporte divers dispositifs dont le but est de transformer les fruits de sa croissance en emplois et réduire de manière efficace et globale la pauvreté.

- L'apprentissage traditionnel : Il se résume essentiellement en une formation sur le tas auprès d'un patron dont la durée et le contenu ne sont pas véritablement contrôlés ni réglementés.
- L'apprentissage traditionnel rénové ou apprentissage tutoré ;

- La formation modulaire : elle est en alternance et est conçue pour répondre aux besoins de formation des jeunes déscolarisés et des finalistes des Centres d'Education au Développement (CED).
- La formation par unité mobile : c'est une offre de formation qualifiante de proximité qui prend en charge les jeunes en milieu rural qui s'inscrivent dans des filières agro-sylvo-pastorales.

26 000 jeunes ont été formés de 2013 à 2015 sur les différents dispositifs de formation.

### **Partie 3 : comment réduire la discontinuité entre éducation et formation au bénéfice des jeunes**

Les jeunes du Mali sont confrontés à des défis d'employabilité profondément enracinés et aggravés par la crise. Plus de 70% de jeunes entre 15 et 24 ans étaient déscolarisés en 2010 et avait des qualifications et des compétences très limitées pour l'employabilité. Cette situation ne s'améliore pas en raison de la détérioration du contexte économique depuis 2012.

On peut noter diverses pratiques en cours de prévention et de remédiation.

#### **Les clos d'enfants**

Ce sont des structures alternatives pour les enfants âgés de 3 à 6 ans. Des animatrices bénévoles ou rémunérées gardent les enfants et leur proposent des jeux, des chants et des histoires issus du patrimoine culturel local. Soutenus notamment par l'Unesco et l'Unicef, les clos d'enfants ont été intégrés en 2001 au programme de développement de la petite enfance du ministère de l'Éducation nationale.

#### **Les centres d'éducation au développement (CED)**

Ils accueillent les enfants âgés de 9 à 15 ans non scolarisés afin de leur faire suivre un cycle d'étude de quatre années avec une formation générale (calcul et apprentissage de la lecture et de l'écriture en langue locale dans un premier temps, français à partir de la deuxième année) et formation professionnelle en liaison avec les besoins locaux. Les CED reposent sur un partenariat entre la communauté villageoise, l'Etat et une ONG qui en assure le financement.

#### **Les centres d'alphabétisation**

Ils constituent aussi une alternative entre l'éducation et la formation. Cette alphabétisation se fait en langues nationales pour une valorisation de celles-ci et faciliter l'apprentissage.

#### **Les centres d'apprentissage féminin**

Ils sont conçus à l'endroit des jeunes filles et des femmes pour leur permettre d'apprendre des métiers et créer des activités génératrices de revenus.

Il faut noter qu'il n'existe pas encore des passerelles formelles permettant le passage de l'EPT vers l'apprentissage traditionnel ou rénové et vice versa. Cependant les textes d'application de la nouvelle loi relative à la formation professionnelle traiteront de cette question.

### **Partie 4 : comment instituer le continuum en donnant accès à l'éducation et à la formation à tous tout au long de la vie**

Le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a initié deux projets : le projet de développement des compétences et emplois jeunes financé par la Banque Mondiale et le

projet « Formation et Insertion des jeunes Entrepreneurs Ruraux » pour la prise en compte des besoins de compétences locales. Ils appuient une formation professionnelle non formelle décentralisée pour des jeunes afin de les préparer à une intégration réussie dans le marché du travail local dans l'agriculture, l'élevage, la construction et autres activités en mettant l'accent sur les jeunes des zones péri-urbaines et rurales ayant reçu très peu ou pas d'éducation, y compris dans les zones post-conflit afin d'aider à la réinsertion des jeunes à risque. Les maisons familiales rurales constituent également une expérience à encourager et à étendre afin de former les actifs de l'économie en milieu rural.

## **Partie 5 : comment établir un continuum par la reconnaissance de tous les modes d'acquisition des connaissances et des compétences ?**

Conformément aux stratégies dégagées par le Forum sur l'Éducation, il s'agit de :

- articuler de manière efficace l'éducation, la formation professionnelle, l'enseignement technique, l'enseignement supérieur et les autres moyens de développer des compétences (l'apprentissage traditionnel et l'apprentissage traditionnel rénové), tant dans le secteur formel que dans celui prédominant de l'informel ;
- faciliter l'accès à la formation et l'acquisition de qualifications professionnelles adaptées aux besoins de l'économie pour le plus grand nombre de personnes, par la diversification des dispositifs et parcours de formation professionnelle ;
- développer l'apprentissage afin d'offrir une alternative crédible d'accès à une qualification professionnelle pour un public diversifié de jeunes non scolarisés ou précocement déscolarisés et en situation de chômage etc.
- mettre en œuvre la validation des acquis de l'expérience des professionnels exerçant sur le marché du travail comme une alternative de valorisation des compétences des actifs de l'économie. La Direction Nationale de la Formation Professionnelle a ainsi formé et validé les acquis d'expériences de 505 maîtres d'apprentissage dans la région de Ségou et le cercle de Yorosso.

## **Conclusion**

Quelques exemples de réussite de la continuité :

- Les Centres d'Éducation au Développement (CED), initiés au début des années 90 ont été un des éléments importants d'une évolution qui a permis notamment de doubler le taux de scolarisation.
- Un programme d'enseignement professionnel général et de formation a été mis en place : apprentissage de la lecture, écriture, calcul dans la langue du village avec introduction du français en seconde année ; formation préprofessionnelle en quatrième année sous forme de modules en liaison avec les activités économiques du village. Une étude récente montre que plus de 90% des élèves ont terminé leurs études. Les sortants de ces centres sont ensuite soumis à l'apprentissage d'un métier pour permettre leur insertion dans le tissu économique local. Les jeunes ainsi formés deviennent des acteurs économiques de leur localité.